



SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 250.000 €

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIRET : 339 202 608 00081 - APE : 6920Z

14, rue des Reculettes
75013 PARIS

R.C.S. PARIS: B 339 202 608

N° TVA: FR 42 339 202 608 00040

EKOPOLIS

POLE DE RESSOURCES FRANCILIEN POUR L'AMENAGEMENT ET LA CONSTRUCTION DURABLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

EKOPOLIS

Association déclarée selon la loi de 1901
Siège social : 155, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS A L'ASSEMBLEE GENERALE

Aux membres,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EKOPOLIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - Vérification du rapport et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris, le 24/04/2024

Le Commissaire aux Comptes
LECHARTIER

Romain PICLIN

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 03/04/2024

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2023 (12 mois)				31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 882	12 428	19 454	1,17	30 081	2,28
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	95 517	72 863	22 654	1,37	34 207	2,59
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	16 768		16 768	1,01	3 220	0,24
TOTAL (I)	144 168	85 291	58 876	3,55	67 508	5,11
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	429 196	360	428 836	25,85	184 387	13,95
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	898 556		898 556	54,17	1 055 607	79,85
Valeurs mobilières de placement	153		153	0,01	153	0,01
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	266 971		266 971	16,10	10 099	0,76
Charges constatées d'avance	5 265		5 265	0,32	4 277	0,32
TOTAL (II)	1 600 140	360	1 599 780	96,45	1 254 522	94,89
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 744 307	85 651	1 658 656	100,00	1 322 030	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	-42 858	-2,57	78 654	5,95
Excédent ou déficit de l'exercice	76 568	4,62	-121 511	-9,18
Situation nette (sous total)	33 711	2,03	-42 858	-3,23
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	33 711	2,03	-42 858	-3,23
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques	30 000	1,81		
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	30 000	1,81		
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	209 076	12,61	81 596	6,17
Emprunts et dettes financières diverses	524	0,03	113	0,01
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 579	3,47	119 975	9,08
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	278 721	16,80	209 209	15,82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	21 509	1,30	860	0,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	1 027 535	61,95	953 134	72,10
TOTAL (IV)	1 594 945	96,16	1 364 887	103,24
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 658 656	100,00	1 322 030	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 03/04/2024

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		225 769				161 457				64 312		39,83	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		648 165				401 816				246 349		61,31	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		564 774				468 463				96 311		20,56	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels						15				-15		-100,00	
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		14 146				108 242				-94 096		-86,92	
Utilisations des fonds dédiés						2 500				-2 500		-100,00	
Autres produits		5 656				10 577				-4 921		-46,52	
Total des produits d'exploitation (I)		1 458 510				1 153 071				305 439		26,49	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		238 795				263 109				-24 314		-9,23	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		51 305				49 565				1 740		3,51	
Salaires et traitements		737 010				668 087				68 923		10,32	
Charges sociales		257 651				254 224				3 427		1,35	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		23 523				25 110				-1 587		-6,31	
Dotations aux provisions		30 000								30 000		N/S	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		28 628				10 237				18 391		179,65	
Total des charges d'exploitation (II)		1 366 912				1 270 332				96 580			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		91 598				-117 261				208 859		178,11	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		359				0				359		N/S	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		359				0				359		N/S	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées		7 014				1 470				5 544		377,14	
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements													
Total des charges financières (IV)		7 014				1 470				5 544		377,14	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-6 656				-1 470				-5 186		-352,78	

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 03/04/2024

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	84 942	-118 731	203 673	171,54
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	5 687	720	4 967	689,86
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	5 687	720	4 967	689,86
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	1 048	3 500	-2 452	-70,05
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 048	3 500	-2 452	-70,05
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 639	-2 780	7 419	266,87
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	13 013		13 013	N/S
Total des produits (I + III + V)	1 464 555	1 153 791	310 764	26,93
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 387 987	1 275 302	112 685	8,84
EXCEDENT OU DEFICIT	76 568	-121 511	198 079	163,01
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	150 224	142 453		
TOTAL	150 224	142 453		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole	150 224	142 453		
TOTAL	150 224	142 453		

Préambule

- Description de l'objet social de l'entité
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- Description des moyens mis en oeuvre

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 658 655,99 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 76 568,46 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**1/ Hausse des recettes d'études :**

Les recettes relatives aux études et formations au cours de l'année civile 2023 s'élèvent à 647.7 K€

Pour rappel, l'association ne bénéficie plus de la franchise des impôts commerciaux pour l'année civile 2018, le seuil de 62 250 E fixé par l'alinéa du b du 1° du 7 de l'article 261 du CGI étant pas dépassé au cours du mois de juillet 2018.

Les activités non lucratives demeurant prépondérantes, EKOPOLIS avait choisi la sectorisation des activités lucratives.

Ainsi l'impôt sur les sociétés, calculé à partir des opérations appréciées au 01/01/2018, est limité aux activités lucratives.

La sectorisation nécessite que les opérations lucratives doivent être réalisées dans le cadre d'un secteur d'activité comptable distinct.

L'association est assujettie à la TVA depuis le 01/08/2018 pour les opérations lucratives. Elle est soumise à la taxe d'apprentissage pour la partie lucrative depuis le 01/01/2018. Quant à la CET (Contribution Economique Territoriale), il existe une exonération pour la 1ère année d'imposition en 2018, et devient assujettie à partir de l'exercice 2019.

A compter du 01/01/2023, l'association a opté pour une fiscalisation totale de ces activités.

2/ Hausse des cotisations :

De nouveaux cotisants ont adhéré à EKOPOLIS. Le montant des cotisations s'élève à 217 KE contre 143.2 KE en N-1.

3/ Démarche BDF (Bâtiments Durables Franciliens) :

Dans le cadre de la politique nationale de développement durable, de nombreux organismes réunis au sein d'EKOPOLIS proposent la démarche BDF qui est un dispositif pour généraliser le bâtiment durable en Île-de- France. Elle consiste à accompagner et évaluer des opérations de construction et de réhabilitation durables en Île-de- France.

L'accompagnement est assuré par un acteur de l'opération formé à la démarche BDF. L'association met à sa disposition un support technique continu. Des recommandations sont apportées par une commission interprofessionnelle mobilisée à toutes ces étapes de l'opération.

La démarche BDF s'adresse aux maîtres d'ouvrage et aux équipes de maîtrise d'oeuvre qui souhaitent construire ou réhabiliter de façon durable. Elle est ouverte à tous les acteurs intéressés à développer collectivement leurs connaissances et leurs savoir-faire.

Les accompagnements BDF facturés par EKOPOLIS s'élèvent à 390,5 KE au cours de l'exercice, contre 307,9 KE en N-1.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)**2 - Principes, règles et méthodes comptables****2.1 - Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement ANC N°2018-06 depuis 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	31 882			31 882
Immobilisations corporelles	94 535	983		95 517
Immobilisations financières	3 220			16 768
TOTAL	129 636	983		144 168

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 801	10 627		12 428
TOTAL I	1 801	10 627		12 428
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	32 414	5 517		37 930
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	27 914	7 019		34 933
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	60 328	12 535		72 863
TOTAL GENERAL (I+II)	62 129	23 163		85 291

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	16 768		16 768
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	429 196	428 746	450
Autres créances	898 556	898 556	
Charges constatées d'avance	5 265	5 265	
TOTAL	1 349 784	1 332 566	17 218

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)**3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	155 885
Subventions / financements	885 821
Autres produits à recevoir	4 651
TOTAL	1 046 357

3.5 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	10 000	360	10 000	360
Comptes financiers				
TOTAL	10 000	360	10 000	360

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 03/04/2024

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	78 654				-42 858
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-121 511				76 568
Dont générosité du public					
Situation nette	-42 858				33 711
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	-42 858				33 711
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		30 000	10 000	30 000
TOTAL II		30 000	10 000	30 000
TOTAL GENERAL (I+II)		30 000	10 000	30 000
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		30 360	10 000	
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	209 076	7 072	172 053	29 952
Dettes financières diverses	524	524		
Fournisseurs	57 579	57 579		
Dettes fiscales & sociales	278 721	278 721		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	21 009	21 009		
Produits constatés d'avance	1 027 535	1 027 535		
TOTAL	1 594 445	1 392 440	172 053	29 952

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.4 - Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	860
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	21 723
Dettes fiscales & sociales	67 907
Autres dettes	5 830
TOTAL	96 320

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ARS	Projet affecté	108 375	12 042	96 333		
REGION IDF	Projet affecté	36 000		36 000		
REGION IDF	Projet affecté	30 000	24 000	6 000		
MGP	Projet affecté	55 000	55 000			
DRIEAT	Projet affecté	40 000	40 000			
DRIEAT	Projet affecté	90 000	20 000	70 000		
DRIHL	Fonctionnement	10 000			10 000	
DRIHL	Projet affecté	25 000	15 000			
TOTAL		394 375	166 042	208 333	10 000	

Eléments significatifs ou importants concernant les subventions d'exploitation notifiées en 2023.

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 03/04/2024

5.2 - Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	5 687
Sur opérations de gestion	5 687
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charge	
Charges exceptionnelles	1 048
Sur opération de gestion	1 048
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 639

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant

6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	10	
Non Cadres	6	
TOTAL	16	0

6.2 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 1600 E.